



Droits humains au Pakistan: six recommandations en amont des élections

Avril 2013

Tout en encourageant les réformes démocratiques entreprises au cours des cinq dernières années par le gouvernement du Parti du peuple pakistanais (PPP)¹, la FIDH et HRCP restent préoccupées concernant la détérioration rapide de la situation des droits humains au Pakistan et le manque de progrès accompli pour renforcer l'état de droit dans le pays.

***Contexte:** Le 11 mai, les élections générales marqueront la première transition démocratique entre deux gouvernements civils élus au Pakistan. Suite à la dissolution de l'Assemblée Nationale le 17 mars, en respect de l'article 52 de la Constitution, la Commission Électorale du Pakistan a nommé un ancien juge, Mir Hazar Khan Khoso, en tant que premier ministre par intérim.*

La FIDH et HRCP appellent tous les partis concernés à adopter une position claire à propos des questions suivantes:

1. Assurer une gouvernance démocratique et renforcer l'état de droit

La FIDH et HRCP sont préoccupées concernant les prises de position apparue au cours de la campagne électorale, et visant à disqualifier certains candidats laïcs sur de bases religieuses. Il est à craindre que cela soit un signe annonciateur d'un nouveau virage vers l'arbitraire et la négation de l'état de droit au Pakistan.

Le Gouvernement du Pakistan et les partis politiques pakistanais doivent:

- Adopter un consensus national à propos des acquis démocratiques à impérativement respecter.
- Permettre aux femmes de se porter candidates et de voter libres de toute menace à travers l'ensemble du pays; et prendre des mesures pour réduire le niveau de violence politique qui a depuis 2011 fait des centaines de victimes dans la seule ville de Karachi.

¹ Notamment l'adoption du 18ème amendement de la constitution du Pakistan, qui a transféré certains pouvoirs du président pakistanais au Parlement et au cabinet du premier ministre, réduisant de fait les pouvoirs présidentiels accumulés au cours des régimes militaires successifs.

2. Protéger les minorités, promouvoir la tolérance

Les dernières années ont été marquées par une augmentation du nombre d'incidents marqués par la violence et d'actes d'intolérance à l'encontre des minorités ethniques et religieuses à travers le Pakistan. Cette tendance s'est combinée à l'incapacité des autorités à protéger les groupes vulnérables. Les minorités, dont les hindous et les chrétiens, ont été les victimes de conversions forcées et de discriminations socio-économiques.

Très récemment, une flambée de violence a touché les communautés chiites à travers le pays. Au cours des deux premiers mois de cette année, une série d'attaques à la bombe – le 10 janvier et le 16 février – ont tué plus de 200 Hazaras et blessé des centaines d'autres à Quetta. Le 3 mars, au moins 48 personnes ont été tuées lors de l'explosion d'un véhicule piégé en dehors d'une mosquée chiite à Karachi. Les autorités ont échoué à prévenir l'action du Lashkar-e-Jhangvi, un groupe extrémiste qui a publiquement revendiqué ces attaques.

La violence contre les autres minorités musulmanes et les non-Musulmans a persisté. Les incidents les plus marquants incluent les attaques contre les mosquées ahmadies le 28 mai 2010, qui ont fait 86 victimes; la profanation de tombes ahmadies à Lahore en 2012; et, le 9 mars dernier, le pillage de plus de 200 maisons appartenant à des chrétiens dans la colonie Joseph à Lahore.

En outre, les lois discriminatoires contribuant avec force à la persécution des minorités n'ont pas été amendées – notamment les sections 298-B et 298-C de l'ordonnance de 1984, qui déclarent illégal pour les Ahmadis d'agir comme ou de ressembler à des musulmans, de pratiquer ou propager leur foi et d'appeler leur lieu de culte une mosquée.

La FIDH et HRCP sont soulagées que Rimsha Masih, 14 ans, ait été reconnue non coupable le 20 novembre 2012, quelques semaines après son arrestation pour blasphème. Toutefois, des informations concernant la réouverture de l'affaire en appel représentent un sujet de préoccupation et sa sécurité et celle de la communauté chrétienne à laquelle elle appartient, doivent être garanties.

Le Gouvernement du Pakistan doit:

- Mettre en œuvre des enquêtes et des poursuites effectives à propos des actes de violences sectaires.
- Adopter des lois garantissant la liberté de religion et de croyance pour tous les groupes religieux et abolir ou fortement réformer la loi sur le blasphème.
- Renforcer de manière transparente ses efforts pour bâtir une société tolérante et cohésive.

3. Mettre un terme à l'impunité et déterminer en toute transparence les responsabilités

Tout en déplorant l'assassinat de milliers de membres des forces de sécurité nationale par des groupes extrémistes au cours des dernières années, la FIDH et HRCP rappellent que ce que le gouvernement du Pakistan a appelé "la lutte épique contre le terrorisme" au cours de l'Examen Périodique Universel (EPU) du pays en novembre 2012, doit absolument se dérouler dans le plein respect des standards internationaux des droits de l'Homme. Les exécutions sommaires, la torture et le recours aux disparitions forcées sont interdits en toute circonstance en droit international.

Les enquêtes récentes de HRCP dans la province du Baloutchistan ont révélé une responsabilité de l'État dans de nombreux cas de disparition forcée, ainsi qu'une réponse inappropriée du gouvernement aux nombreuses attentes de la populations au Baloutchistan. Jusqu'à 14 000 individus ont disparu selon l'organisation Voice of Missing Baloch. Le Commission d'Enquête sur les

Disparitions Forcées² avait reçu 999 plaintes au 28 février 2013. Toutefois, cette dernière manque de ressources et d'autorité. Les cas de détention illégale et de mauvais traitement en détention restent systématiques, notamment au Baloutchistan et dans la province du Khyber Pakhtunkhwa.

La prétention du Pakistan à devenir un membre à part entière de la Shanghai Coopération Organization (SCO) envoie un signal négatif à ce propos, étant donné que les principes à la base de la SCO visent à joindre la lutte contre "le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme" d'une manière qui a, par le passé, mené à d'innombrables violations des droits humains, dont la déportation forcée de personnes menacées par des persécutions.

Le Gouvernement du Pakistan doit:

- En rapport à l'engagement pris par le gouvernement à effectivement mettre en œuvre les recommandations faites par les États membres des Nations Unies lors du dernier EPU et à pleinement coopérer avec les Procédures Spéciales des Nations-Unies, prendre des mesures effectives contre les disparitions forcées en renforçant la Commission d'Enquête et en mettant en œuvre toutes les recommandations du Groupe de Travail sur les Disparitions Forcées présentées dans son dernier rapport sur le Pakistan³, en particulier celle d'introduire une loi criminalisant les disparitions forcées dans le Code Pénal.
- Ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

4. Protéger les droits des femmes

Les femmes continuent d'être systématiquement victimes de discrimination et de violence au Pakistan. Les réformes juridiques n'ont été que partielles. Tandis que l'ordonnance Hudood de 1979 a été en partie révisée, des dispositions profondément discriminatoires persistent. La criminalisation des victimes de viols accusées d'adultère (*zina*) reste un sujet de préoccupation majeur et de nombreuses femmes n'osent pas déposer plainte auprès de la police à propos d'une agression sexuelle. Par ailleurs, les mesures requises n'ont pas été prises pour mettre en œuvre les lois visant à protéger les droits des femmes, notamment la loi sur la protection contre le harcèlement au travail, adoptée en 2010.

Il existe de plus en plus de barrières à l'accès des filles à l'éducation, y compris des attaques violentes par des groupes non-armés ciblant les filles. De tels actes sont commis en toute impunité. La tentative d'assassinat par le Tehrik-i-Taliban (TTP) de la jeune Malala Yousafzai, 15 ans, le 9 octobre 2012, pour avoir publiquement plaidé en faveur de l'accès des filles à l'éducation, n'est malheureusement qu'une terrible illustration d'une telle violence.

Le gouvernement a échoué à prendre les mesures nécessaires pour combattre la violence contre les filles et les femmes, notamment l'exploitation sexuelle et les "crimes d'honneur". Les tribunaux tribaux (*jirgas*) continuent à rendre des verdicts particulièrement discriminatoires à l'égard des femmes.

Le Gouvernement du Pakistan doit:

- Abolir toutes les lois discriminatoires, y compris les dispositions permettant aux personnes coupables de crimes d'honneur d'échapper à toute peine.

² Mis en place par la Cour Suprême du Pakistan en mars 2011, dans la prolongation d'un comité établi par le Ministère de l'Intérieur en avril 2010.

³ A/HRC/22/45/Add.2, Rapport du Groupe de Travail sur les Disparitions Forcées ou Involontaires à propos de sa mission au Pakistan, 26 février 2013.

- Prendre les mesures nécessaires pour appliquer les lois adoptées par l'Assemblée Nationale précédente, et visant à accroître la protection des droits des femmes, telles que la loi sur la prévention des pratiques contre les femmes (2011).
- Prendre des mesures pour établir un système de justice unifié, et mettre un terme aux systèmes de justice parallèle et aux mécanismes informels de résolutions des conflits discriminatoires envers les femmes; sensibiliser la population à propos de l'importance de prendre en considération des droits des femmes à travers des remèdes légaux plutôt qu'à travers des systèmes de justice parallèle.
- Immédiatement adopter des mesures pour accroître l'accès des femmes à l'éducation et à l'emploi.

5. Améliorer l'accès aux droits économiques et sociaux

Le Pakistan, qui reste un pays pauvre, est classé au 146ème rang de l'index de développement humain 2013 du PNUD. Au-delà de la crise économique affectant le pays, l'insécurité alimentaire est en croissance, en lien avec l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Cela affecte non seulement les couches les plus pauvres de la population mais aussi les classes moyennes. Ces problèmes sont structurels et résultent de questions foncières, d'une pénurie de biens de première nécessité, notamment de ressources en eau, et d'un manque de capacité technique et financière ainsi que du faible niveau d'éducation des agriculteurs.

Tout en reconnaissant les défis majeurs résultant des inondations récurrentes et de l'afflux de déplacés internes au Pakistan⁴, la FIDH et HRCP insistent sur l'adoption nécessaire d'une politique de développement durable et pas seulement basée sur l'aide d'urgence, afin de réduire les effets des catastrophes naturelles à l'avenir.

L'industrie du textile reste ravagée par la corruption et de mauvaises méthodes de gestion, ce qui a un impact direct sur la sécurité et les conditions de travail des ouvriers, comme tragiquement illustré le 11 septembre 2012 lorsque 315 personnes sont décédées au cours d'un incendie dans une usine de textile près de Karachi.

Le Gouvernement du Pakistan doit:

- Afin de protéger les ouvriers du textile de la violation de leurs droits à la sécurité sur leur lieu de travail et des autres droits fondamentaux au travail reconnus internationalement, adopter et mettre en œuvre des lois appropriées concernant les normes sur la sécurité des bâtiments, des installations électriques et contre les incendies dans le secteur du textile; garantir des recours pour les victimes; et garantir des inspections du travail effectives et indépendantes dans les usines de textile.
- Adopter les réformes législatives nécessaires pour mettre en œuvre les obligations du Pakistan concernant les Normes internationales du travail et notamment garantir les droits syndicaux aux niveaux fédéral et provincial.
- Mettre en œuvre des mesures efficaces pour abolir toute forme d'exploitation économique et physique, en se basant sur la *National Policy and Plan of Action for the Abolition of Bonded Labour* de 2001.
- Soumettre son rapport initial sur la mise en œuvre du PIDESC au Comité sur les Droits Économiques, Sociaux et Culturels, en retard depuis 2010; et ratifier le Protocole facultatif au PIDESC.

4 Notamment à l'occasion des inondations estivales frappant le pays chaque année.

6. Protéger les défenseurs des droits de l'Homme⁵ et les journalistes

La FIDH et HRCP sont vivement préoccupées par l'insécurité croissante des défenseurs des droits de l'Homme et des journalistes enquêtant sur les violations des droits humains au Pakistan. HRCP a perdu trois coordinateurs de district en 2011, à savoir Siddique Eido, enlevé par des hommes portant des uniformes des forces de sécurité, et Naeem Sabir au Baloutchistan, tandis que Zarteef Afridi a été assassiné dans l'Agence de Khyber⁶. Le 2 février 2013, Malik Jarar, membre du conseil de HRCP ainsi que de la communauté chiite, a été abattu par balle par des agresseurs non identifiés. Le 13 mars 2013, Mme Perveen Rehman, une militante très respectée œuvrant pour l'émancipation des pauvres et des populations marginalisées de Karachi à travers le projet "Orangi Pilot Project", a aussi été brutalement abattue par balle par des agresseurs non identifiés⁷.

Seize journalistes ont été tués en 2011, au moins dix en 2012, plaçant le Pakistan à l'antépénultième rang des pays les plus dangereux pour les journalistes. Cinq journalistes ont déjà été tués depuis le début de l'année 2013. L'assassinat le plus récent est celui de Malik Mumtaz, tué le 27 février à Miranshah, au Sud Waziristan.

Le Gouvernement du Pakistan doit:

- Garantir en toutes circonstances l'intégrité physique et psychologique de l'ensemble des défenseurs des droits de l'Homme au Pakistan.
- Réaliser une enquête effective, approfondie et impartiale sur les assassinats, enlèvements, menaces et attaques mentionnés ci-dessus, afin d'identifier les responsables; traduire ces derniers devant un tribunal civil, compétent et impartial et leur appliquer les sanctions pénales prévues par la loi pakistanaise et en conformité avec le droit international des droits de l'Homme.
- Se conformer en toutes circonstances aux dispositions de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'Homme, adoptée le 9 Décembre 1998 par l'Assemblée générale des Nations unies, en particulier:
 - L'article 1 qui dispose que "chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de promouvoir la protection et la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales aux niveaux national et international."
 - L'article 6 (c), qui stipule que "chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres d'étudier, discuter, apprécier et évaluer le respect, tant en droit qu'en pratique, de tous les droits de l'Homme et de toutes les libertés fondamentales et, par ces moyens et autres moyens appropriés, d'appeler l'attention du public sur la question."
 - L'article 12.2, qui dispose que «l'État prend toutes les mesures nécessaires pour assurer que les autorités compétentes protègent toute personne, individuellement ou en association avec d'autres, de toute violence, menace, représailles, discrimination de facto ou de jure, pression ou autre action arbitraire dans le cadre de l'exercice légitime des droits visés dans la présente Déclaration."

5 La FIDH monitore la situation des défenseurs des droits de l'Homme dans le cadre d'un programmes conjoint avec l'Organisation Mondiale contre la Torture (OMCT): l'Observatoire pour la protection des Défenseurs des Droits de l'Homme (L'Observatoire).

6 Voir lettre ouverte aux autorités publiée conjointement par l'Observatoire le 13 mai 2011.

7 Voir Appel Urgent de l'Observatoire, PAK 002/0313/OBS 025 du 19 mars 2013.

Annex: FIDH/ HRCP recommendations to the European Union

The European Union (EU) should:

- Discuss as a matter of priority the above-mentioned challenges in the upcoming political, strategical, technical and human rights dialogues with Pakistan. Recall the commitment made through the 2012 EU-Pakistan five-year engagement plan to ratify and effectively implement international conventions; draw particular attention to the necessity for Pakistan to ratify ICCPED and OP-ICESCR; adopt a moratorium on the death penalty, repeal discriminatory laws and adopt positive measures to ensure equality of all citizens in law and practice, provide for adequate investigation and remedy for sectarian violence, torture, summary killings (including of HRDs and journalists) and enforced disappearance.
- Ensure that the the above-mentioned challenges figure as priorities for EU action within the Human Rights Country Strategy for Pakistan, which should then serve as a basis for post 2014 programming.
- Regularly discussed with CSOs in the framework of the establishment of strategic relations ('roadmap for engagement') to identify long term objectives of EU cooperation with CSOs, as foreseen by the Communication and Council Conclusions on Europe's engagement with Civil Society in external relations.
- Prepare, through its Delegation, Member States and High Representative for the Common Foreign and Security Policy, and in conjunction with the EU Election Observation Mission (EOM) for early warning reaction to secure the election process, with a special focus on sectarian, political and gender violence/harassment.
- Regularly meet, through the EOM, with the various stakeholders and include the civil society's contribution (including local observers) in the drafting of EOM's recommendations.
- Adopt, in line with the EU Guidelines on Human Rights defenders, a proactive approach towards the harassed Human Rights defenders and journalists whose life has been threatened. In particular, give the threatened defenders visible recognition; receive and consult them in relation to actions and demarches which might be contemplated ; undertake demarches towards the Pakistan authorities to obtain an adequate response to the threats, both concerning individual cases and a wider strategy to ensure protection of HRDs.
- Ensure the prioritisation of Human Rights within the Pakistan-EU Steering Committee on Counter-terrorism. Ensure that EU counter-terrorism capacity building include Human Rights in the planning and implementation phases, in particular as regards the respect of due process requirements. Ensure that counter-terrorism capacity-building be devised in coordination with EU support to other sectors, notably the Justice sector. Recall the primacy of Human Rights standards, including non-refoulement, in the context of Pakistan's potential accession to the Shanghai Cooperation Organisation.
- Put in place a solid framework to ensure corporate responsibility and that business enterprises respect of Human Rights and labour law, due diligence, mandatory non-financial reporting.